

**Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de confortement de fascines sur les plages de Barneville-Carteret et de Saint-Jean-de-la-Rivière (50)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,  
PRÉFET DE LA SEINE MARITIME,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR /22-084 du 26 juillet 2022 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la décision n°2023-02 du 9 janvier 2023 portant subdélégation de signature à Madame Sandrine PIVARD, directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2022-004723 relative au projet de confortement de fascines en châtaignier, implantées en 2021 suite à la décision 2021-4065 du 21 juillet 2021 de non-soumission à évaluation environnementale, sur les plages des communes de Barneville-Carteret et de Saint-Jean-de-la-Rivière (50), reçue complète le 2 décembre 2022 ;
- vu la contribution de l'agence régionale de santé de Normandie du 22 décembre 2022 ;
- vu la contribution de la direction départementale des territoires et de la mer de la Manche du 16 décembre 2022 ;

**Considérant** la nature du projet qui consiste à réaliser des travaux de confortement des fascines en place, en prolongement des enrochements existants sur les plages des communes de Barneville-Carteret et de Saint-Jean-de-la-Rivière dans le département de la Manche ;

**Considérant** que les nombreux dégâts occasionnés sur les fascines et le cordon dunaire par les coups de vent et la forte houle font courir un risque sur les habitations du boulevard maritime de la commune de Barneville-Carteret ;

**Considérant** que le projet, qui fait l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime, relève de la rubrique n°11.a du tableau annexé à l'article R 122-2 du code de l'environnement, qui concerne les « *travaux, ouvrages et aménagements en zone côtière* » et en particulier « *les ouvrages et aménagements côtiers destinés à combattre l'érosion par la construction d'ouvrages de défense contre la mer* » pour laquelle un examen au cas par cas est prévu afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

**Considérant** que le pétitionnaire prévoit :

- un rechargement en sable des fascines devant le trait de côte sur une longueur cumulée de 300 m en prolongement des enrochements existants pour une quantité équivalente de 3 000 à 4 000 m<sup>3</sup> ;
- le confortement des fascines avant les grandes marées des mois de février et de mars 2023 ;

**Considérant** la localisation du projet :

- allant du boulevard maritime de Barneville-plage à partir de la rue Boieldieu jusqu'à la cale de Saint-Jean-de-la-Rivière, sur deux communes du littoral de la Manche ;
- en bordure du site Natura 2000 « *littoral ouest du Cotentin Saint-Germain-sur-Ay au Rozel* » FR2500082, zone spéciale de conservation au titre de la directive « *Habitats, faune, flore* » ;
- en dehors de toute zone couverte par un arrêté de protection de biotope ;
- en dehors de tout site inscrit ou classé ;
- dans un secteur subissant l'érosion et comportant des risques de submersion marine ;

**Considérant** l'objectif du projet qui consiste à conforter un aménagement déjà réalisé ; les faibles volumes de sable prévus d'être mis en œuvre ; le résultat des analyses des sédiments produits par la société publique locale des ports de la Manche dans le cadre de l'autorisation environnementale pour les dragages pluriannuels, qui met en évidence une possible utilisation en confortement ; la durée faible des travaux prévus sur quelques jours ; la période de réalisation hors période de nidification des oiseaux ; les précautions qu'il convient de prendre pour limiter les risques de pollution et de nuisance par les engins de chantier ;

**Considérant** ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

## DÉCIDE

### Article 1<sup>er</sup> :

Le projet de confortement des fascines sur les plages des communes de Barneville-Carteret et Saint-Jean-de-la-Rivière (Manche) **n'est pas soumis à évaluation environnementale**.

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations et des procédures administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée viennent à évoluer de manière significative.

### **Article 3 :**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le 23 janvier 2023

Pour le préfet de la région  
Normandie et par délégations,  
La directrice régionale adjointe  
de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement,

Sandrine PIVARD

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

*Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.*

*Le recours gracieux doit être adressé à :*

*Monsieur le préfet de la région Normandie  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
7 place de la Madeleine  
CS16036  
76 036 ROUEN CEDEX*

*Le recours hiérarchique doit être adressé à :*

*Monsieur le ministre de la transition écologique  
Ministère de la transition écologique  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint-Germain  
75 007 PARIS*

*Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :*

*Tribunal administratif de Rouen  
53 avenue Gustave Flaubert  
76 000 ROUEN*

*Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*